

En quoi le sionisme peut-il importer à un CATHOLIQUE français aujourd'hui ?

Olivier Véron

Responsable, depuis 1990, de la publication des *Provinciales* – lettres politico-métaphysiques, maison d'édition depuis 1997.

Les provinciales interrogent, notamment, les événements actuels à partir des relations entre les Juifs et l'Europe.

Comment un catholique peut-il aborder aujourd'hui la relation à Israël ? L'Église est la gardienne des sacrements (signes agissants) dont le cœur est le sacrifice de la messe (sacrement de l'autel, saint sacrement) qui est pour les chrétiens le mémorial de la passion du Christ, accomplissant et continuant les sacrifices du Temple. Elle propose d'établir ainsi avec le Dieu d'Israël un approfondissement et une actuali-

sation de l'Alliance, la « nouvelle Alliance », qui n'est pas une « spiritualisation », mais une alliance « suprêmement concrète qui touche jusqu'à la sphère corporelle » (Ratzinger, *L'unique Alliance de Dieu*, p 49). La messe est le repas pascal où, sous la forme de l'hostie, c'est vraiment la chair du « Fils de l'Homme », « l'Agneau immolé depuis la fondation du monde », qui se trouve consommée. Elle perpétue ainsi l'effronterie de l'intimité inouïe établie avec le Dieu absolument transcendant par cet événement incroyable : l'Incarnation de son Fils unique dans le sein d'une jeune fille juive. Voilà comment le christianisme a établi son espérance.

Cela n'abolit pas les anciennes Alliances ni l'élection d'Israël mais étend la connaissance par sa créature de la tendresse et de la toute puissance de Dieu :

« Pouvez-vous boire à la coupe où je bois ? » – cette question posée par le créateur lui-même, selon G. K. Chesterton, fait comprendre aux hommes murmurant contre son infinité, que Dieu s'est « cassé » pour que le monde ait lieu... Cela permet également une agrégation des non-Juifs à ce peuple, *aussi éminente et charnelle* que celle héritée des pères avec les liens du sang. Si par naissance en effet les Juifs ont tout, descendants de Jacob-Israël « à qui sont l'adoption, la gloire, les alliances, la législation, le culte, les promesses, à qui sont les patriarches et de qui est le Christ selon la chair, lequel est au-dessus de tout » (saint Paul, Rom, IX, 3), les sacrements actuels de l'Église étendent la proposition d'alliance à tout homme, qui reste libre d'y adhérer ou pas, mais d'une manière aussi étroite que par les liens charnels et familiaux ; et à cause même de son caractère inouï, si difficile à accepter (surtout par les Juifs qui avaient appris durement la transcendance radicale de leur Dieu), la « nouvelle Alliance » confère au chrétien l'*israelitica dignitas* (comme dit une oraison de la veillée pascale) qui peut seule libérer en fait de toute jalousie meurtrière à l'égard du peuple élu. Voilà cette universalité authentique et inégalable pour laquelle Jean-Paul II a rappelé à Mayence le 17 novembre 1980 qu'elle continuait « l'ancienne Alliance, qui n'a jamais été révoquée ».

La bataille de la décision

« Nul dans le monde ne doute plus que la bataille de la décision portera le nom de la France » De Gaulle.

C'est la violence de l'histoire, et pas seulement les épreuves plus ou moins tardives ou innocentes de la vie personnelle, qui interpelle et semble attendre de chacun une *décision* en faveur de l'Alliance avec le Dieu d'Israël. Ancienne ou nouvelle, n'importe, c'est une alliance dans laquelle nous pouvons nous engager, en dépit des obstacles...

Catéchisme

Il y a un catéchisme humaniste ou humanitaire qui est une sorte de réduction douceuse du christianisme et qui nous a été enseigné quand nos pères ont déserté les bancs de l'église : ce catéchisme dépasse de loin la sphère des assemblées dominicales et ses principes s'opposent souvent à la réalité d'Israël... Ainsi les exégètes des livres de Judith et d'Esther dans la « Bible de Jérusalem » (1973) affirment-ils que « le nationalisme exacerbé (des Juifs) est une réaction de défense. Sa violence nous choque mais nous devons nous souvenir que le livre est antérieur à la révélation chrétienne ». Cela choquait déjà les disciples de son temps auxquels Jésus affirmait : « Vous croyez que c'est la paix que je suis venu apporter »... « Israël c'est la guerre », et les nations rejettent ce

qui trouble leur sommeil. On dit « il faut pardonner » or Israël dans sa guerre perpétue la mesure du Talion (œil pour œil dent pour dent) : elle est très mal comprise. « Mon royaume n'est pas de ce monde », répète-t-on enfin : le sionisme ne serait-il pas « idolâtrie du politique » ?

Ce catéchisme est faux, mais il est tenace et ce n'est pas une nouveauté : Péguy en 1897 faisait dire à sa première Jeanne d'Arc à propos de Simon-Pierre, qui avait dégainé son épée contre les soldats romains venus arrêter Jésus : « Ils avaient donc des armes ! » L'étonnement persiste.

Or ce « catéchisme » d'une part a pu détourner du christianisme plus d'un homme conscient de ses responsabilités, ensuite cette attitude est abjecte si c'est la crainte qui la suscite (ou la manipulation politique) ; enfin nous avons des devoirs à l'égard de ceux qui exposent leur vie en confessant notre religion. Peu avant d'être assassiné Béchir Gemayel avait donné cette conclusion dans un article du *Monde* il y a trente ans (1979) : « On est allé jusqu'à nous refuser le droit de ne pas nous laisser massacrer » (il s'agissait des chrétiens du Liban). Israël et le sionisme sont donc d'abord utiles aux catholiques eux-mêmes, car ils vont à l'encontre de ce catéchisme faux. Bossuet avait bien fait d'appeler Jésus « patriote juif », et la vérité c'est que le christianisme est le plus beau chant universel que les arts, les lettres et les rois ont donné à l'aventure d'Israël, étendard de ce Dieu qui fait sortir d'Égypte. Si les chrétiens ont pu souvent « oublier » quel était le « *verus* » Israël – c'est devenu difficile aujourd'hui où les Psaumes et toute la Bible résonnent avec les bruits de l'« actualité ». Aujourd'hui, deuxième dimanche ordinaire de l'année liturgique, toutes les églises du monde ont retenti de ces mots d'Isaïe : « Pour la cause de Jérusalem je ne me tairai pas ; pour Sion je ne prendrai pas de repos... » (62, 1-5).

Royauté (Malkhout Israël)

Une fois reconnu le faux, il faut tâcher de revenir au vrai. Un concept bien utile pour cela est celui de royauté. On ne peut douter de l'utilité du sionisme pour cela.

« Dans la pensée rabbinique, le Messie est perçu comme le roi qui sauvera Israël à l'apogée de l'histoire humaine, et qui sera l'instrument par lequel le royaume divin s'établira » c'est-à-dire la « reconnaissance universelle de Dieu comme souverain unique de l'univers » (*Dictionnaire encyclopédique du judaïsme*, Cerf).

Ou encore : « Le Roi d'Israël est une personne qui signifie tous ses sujets, les reconnaît : comme ils le reconnaissent, écrit Michaël Bar-Zvi dans *Être et exil* (p. 319). Le royaume est un dépassement, une marque de la transcendance. Elle préfigure la transcendance divine mais ne s'y substitue pas ». « Le Messie

est un envoyé, un émissaire, “l’oint”. Le terme hébreu *Mashia’h* est un adjectif et non un “substantif” – littéralement “celui qui parle” – », or George Bensoussan a expliqué que la libération par la politique consistait à cesser d’« être parlé » par les autres, pour prendre la parole. « Le Messie annonce une rédemption nationale et universelle par l’avènement du royaume ». « Le Messie a toujours les attributs d’un Roi ».

Souvenons-nous maintenant de la dernière parole adressée par ses disciples au Rabbi de Nazareth : « Seigneur, est-ce maintenant le temps où tu vas restaurer la royauté en Israël ? » Il ne leur répondit pas que d’autres causes le requerraient, qu’ils n’avaient rien compris, et qu’il avait en tête quelque chose de plus universel mais : « Il ne vous appartient pas de connaître les temps et moments que le Père a fixés de sa seule autorité ». (Ac I, 6.) L’objectif ne paraît pas avoir varié d’un iota.

« Mon Royaume n’est pas de ce monde », déclare pourtant Jésus, mais Il affirme aussi : « Le Royaume est au milieu de vous ». La traduction liturgique écrit plus justement : « Ma royauté ne vient pas de ce monde » (Jn 18, 36)... La Royauté du Christ « n’est pas *de* ce monde, mais elle s’exerce *dans* ce monde », explique Fabrice Hadjadj, sans quoi l’Incarnation n’a aucun sens.

C’est pourquoi, à juste titre, cette royauté a été redoutée par Hérode – ce collaborateur romain qui, n’étant pas juif mais iduméen, craignait de voir mettre en cause sa légitimité : « Hérode envoya supprimer dans Bethléem et tout son territoire, tous les garçons (juifs) de moins de deux ans » (Mt, II, 16). La nouvelle Alliance est aussitôt plongée dans le sang des enfants innocents.

Enfin, cette royauté a été reconnue par Pilate : « Jésus de Nazareth, roi des Juifs » (Jn 19, 19) écrit-il sur la croix, en hébreu, en latin et en grec – mélange d’admiration et de dérision. « Pilate fait partie du credo », dit Haecker.

La foi catholique n’est pas une fuite dans l’au-delà mais une reconquête ici-bas de la toute puissance de la parole divine sur l’homme que je suis. C’est le plus difficile : dire au paralytique « Lève-toi et marche ». La reconquête de la souveraineté pour tout Juif, c’est bien ce que Leo Pinsker appelait « autoémancipation » et que Georges Bensoussan a nommé la « décolonisation du sujet ». « Tout Juif est un prince », disait Jabotinsky. C’est par le baptême, qui est un baptême du feu, que le chrétien agrégé charnellement à Israël reçoit la mission de prendre part à cette onction royale, et qu’il devient lui-même « prêtre, prophète et roi » (liturgie du baptême).

Avertissement

Or nous savons de quelle manière les temps modernes ont traité toutes nos souverainetés. Ce que l’historien Alain Besançon a appelé « désétablissement »

(*Trois tentations dans l'Église*) est le processus historique qui a plongé peu à peu les catholiques dans une situation qui les rapproche (un peu) de celle longtemps vécue par le peuple juif, et de laquelle le sionisme aura été la libération. Pour expliquer en quoi ce désétablissement a suscité des catéchismes faux, Alain Besançon écrit : « Ayant perdu successivement la raison et la société, c'est-à-dire la nature, la pensée catholique a perdu ses repères. Aussi porte-t-elle ses regards vers un au-delà qui postule l'éclatement de la raison, la fin de cette nature et la dissolution de cette société, au-delà qu'elle confond avec l'eschatologie et qui est en fait une eschatologie pervertie. » C'est ce que Nietzsche appelait : « les prêcheurs d'arrière mondes », contre quoi il formula cette injonction : « Restez fidèles à la terre ! » Le spirituel est charnel, dira aussi Péguy.

Cette exténuation de la puissance religieuse a touché au destin national : la France se trouve « dans la catégorie des belles choses qui n'existent pas » constatait Simone Weil à Londres en 1943 et : « L'effondrement subit de la France, qui a surpris tout le monde partout, a simplement montré à quel point le pays était déraciné » (*L'enracinement*). N'est-ce pas parce que la France se faisait, à droite comme à gauche, une fausse idée d'elle-même – dans laquelle même Simone Weil se trouvait empêtrée –, incapable de comprendre la vraie nature de son lien avec Israël, ses racines ? « Tu ne portes pas les racines, avait prévenu saint Paul, les racines te portent » (Rom, II, 18). En réduisant la « nation » à une « identité » à la fois partielle et totalitaire – alors qu'elle est une réalité vivante, une histoire et une vocation, celle-ci s'épuise dans la méconnaissance de son lien radical, originel et fondateur avec « Israël ». Ce n'est pas différent aujourd'hui que s'écartent d'autres « territoires perdus de la République »... Il faut enseigner aux Français la Shoah.

La « leçon » du sionisme c'est que l'histoire a montré où conduisait dans le monde moderne la suppression des moyens de défense et d'action politique pour un peuple que l'Alliance a façonné. « Qui se souvient du génocide des Arméniens », avait noté Hitler, en y voyant un précédent – mais c'est le sionisme qui a construit la réflexion historique et réalisé la réponse politique dont Israël est le fruit. Il n'y a pas le choix : « *Ein Brera* ». Nous ne croyons plus « aux témoins qui se font égorger »...

Le Yichouv, mais aussi depuis soixante ans : l'« épopée » d'Israël, ont permis que l'entité sioniste existe et qu'elle soit, certes, détestée, mais puisse être aussi connue, reconnue, respectée et aimée (mieux que dans la discrétion de la diaspora où sans langue, sans territoire, sans politique Israël n'était presque pas une nation). Israël est notre avertissement, notre avant-poste.

La politique considérée comme souci

« Politique d'abord » : Maurras... « Primauté du spirituel » : Jacques Maritain ; « Politique après ! » : Emmanuel Levinas ; « Politique d'abord ! » : Shmuel Trigano. C'est bien la réponse du sionisme : la réponse politique – d'abord il faut qu'il y ait un État. Cela ne veut pas dire que la politique doit s'affranchir de toute préoccupation spirituelle ou religieuse, mais au contraire que la vraie politique les porte à leur point d'incandescence, parce que c'est d'abord devant la cité que je rendrai compte de mes actes et de mon souci d'autrui.

« Celui qui cite ses maître hâte la venue du Royaume », disons-nous... En 1947, peu avant la création de l'État d'Israël, dans *La Politique considérée comme souci*, Pierre Boutang écrivait ceci à propos du *nationalisme* : « C'était une éthique, une manière d'agir exprimant mon rapport à une communauté de naissance *que je n'avais pas choisie*, pas plus que je n'avais choisi mon père. Ce rapport "arbitraire" n'en était pas moins plus naturel que ma "nature" d'homme isolé de lui. Toutes les relations spirituelles se révélaient, se développaient à travers lui. Bien loin que ce nationalisme fût une doctrine d'orgueil, il suspendait tous les bonheurs du monde à l'acte d'humilité initial, la reconnaissance d'une finitude originelle : je nais ici, et non ailleurs, fils d'une famille, héritier d'un nom. Il ne dépend pas de moi que la spiritualité humaine et la civilisation ne se manifestent pas comme un système de volontés mais comme une histoire ». Les années de guerre avaient encore accentué « l'importance théorique et pratique de la politique, comme domaine où l'idée du père pouvait instaurer une mesure et une vérité, et comme l'exemple d'une universalité qui n'éloignât pas l'homme du réel et des sentiments naturels ».

La politique comme vérité

On a dit qu'Israël était la seule utopie qui ait réussi... mais Israël n'est pas une utopie : c'est la contre-utopie, l'épreuve de la réalité, le *fait* implanté contre les mirages de toutes les idéologies, dénonçant une à une leur nocive vacuité, et combattant résolument leur retour – un « Tu ne te feras pas d'image » répété pas à pas...

Sans la mémoire que représente la continuité du destin national, les prétentions de la France à l'universel sont creuses : c'est ce que Éric Marty a appelé « l'échec historique de l'universel français ». Malraux disait bien : « La France des croisades et de la Révolution ». Les grands ordres religieux, les abbayes, les cathédrales, et le mouvement de défense de la chrétienté par les croisades, la monarchie française célébrée par Machiavel et même la chevalerie (de Chrétien de Troyes ou de Jeanne d'Arc) ont leur source dans l'esprit d'Israël (souveraineté de la Torah) et dans le souci pour la terre d'Israël qui conduisit la France à réagir pour toutes les nations.

Sans ce souvenir d'Israël, comment l'Europe pourra-t-elle ne pas perdre son his-

toire ? N'est-elle pas déjà tentée d'accomplir ce que Jean-Claude Milner a appelé « la victoire de Hitler » : « Tel est le sens profond de la réconciliation franco-allemande ; faire comme si l'histoire n'avait pas eu lieu (...) On peut parler d'une véritable axiomatique européenne :

- de l'histoire, ne peut venir que le pire, c'est-à-dire la guerre ;
- qui veut la paix doit refuser l'histoire ;
- rien ne compte et ne doit compter de ce qui précède la réconciliation. »

(*Les Penchants criminels de l'Europe démocratique*, p. 65)

Or ce que nous devons par dessus tout à Israël – certes payé d'un prix déjà énorme et dont nous sommes loin de prendre toute la mesure, c'est le réveil de l'histoire, c'est le rappel de l'origine, c'est le réveil de la mémoire de la réalité (politique *et* religieuse) au cœur du monde moderne et de l'Islam.

Enjeu majeur de géopolitique : soit l'Europe s'unira autour d'Israël (tel est le souci œcuménique de Benoît XVI qui prend en compte la question politique), soit elle se brisera sur Israël, en essayant de se faire malgré lui, contre lui, anxieuse de retrouver un temps où elle ne le connaissait pas. On sait bien en effet qu'une réconciliation beaucoup plus rentable et générale que la réconciliation franco-allemande est en vue autour de la « Méditerranée » dont tout dépend si Israël en fait partie.

La politique comme mesure

Cela indique qu'il y a une histoire parallèle entre Israël et la France, qui commence avec la dégradation du patriote Dreyfus, le premier Juif à avoir atteint la sphère de l'état major de ce pays bientôt en guerre avec l'Allemagne : c'est après y avoir assisté que Theodor Herzl écrit *L'État des Juifs*.

Les réalisations du sionisme un siècle après et l'histoire de notre pays pendant ce temps permettent de prendre la « mesure » des raisons du sionisme et de l'échec des « nationaux » français. Tandis que des risques nouveaux liés à la construction européenne (dilution de la souveraineté, bureaucratie, exténuation des racines, islam) pèsent sur la « fille aînée de l'Église », nous entendons la parole énigmatique de Maurras lors de sa condamnation pour « intelligence avec l'ennemi » : « C'est la revanche de Dreyfus ». La vraie « revanche » de Dreyfus pourtant, c'est le jugement de Eichman en hébreu à Jérusalem, ce n'est pas la condamnation d'un innocent mais l'inspiration et l'accomplissement d'un autre mouvement de redressement national, tandis que la France s'épuise de ne voir en celui-ci qu'un « peuple sûr de lui-même et dominateur » et semble toujours vouloir se retirer de l'histoire...

On a trop insisté sur les débordements du national-socialisme pour condamner la politique de la nation : le parti des « politiques » sous Henri IV, c'était celui

de la modération face aux impostures du fanatisme religieux. C'est ce que l'on voit en Israël où une politique ne se réalise que si elle s'avère dans le souci du peuple tout entier, son héritage, sa condition présente et son avenir : cela n'est pas une forme de pragmatisme mais l'attention à la cause même : un État pour les Juifs et le signe du mouvement peut-être le plus profondément religieux. Le « nationalisme » est simplement la politique qui marque une « préférence déterminée pour ce qui est propre à la nation à laquelle on appartient » (vieux Larousse). C'est notre devoir d'État et la mesure des passions et des querelles religieuses. La France non plus n'a pas à s'en défier.

L'oubli de la continuité politique nationale s'est fait en Europe au seul bénéfice de l'affirmation inconditionnelle des droits de l'homme : mais c'est encore Israël qui montre comment rendre compatible la « démocratie » avec le caractère juif de l'État, sans *abolir* le « privilège » qui bannit le « droit au retour » des réfugiés palestiniens. La réalité du souci politique est susceptible de résoudre bien des paradoxes induits par la pensée politique ou l'idéologie.

La pierre de touche de l'Islam

Il y a toujours eu une condition commune aux Juifs et aux chrétiens sous l'Islam (dhimmitude), mais l'antisémitisme des chrétiens s'est efforcé de la nier par référence à leur ancienne grandeur. C'est d'ailleurs le nasserisme et la situation des coptes en Égypte qui poussèrent l'historienne décisive Bat Ye'or à s'engager dans ce terrain de recherches...

La nouveauté c'est que l'inscription d'une souveraineté juive au cœur du réveil arabo-musulman et le conflit avec les Arabes ont provoqué en fait un échange de populations : il n'y a presque plus de Juifs en pays musulman, presque plus de chrétiens dans les pays arabes, donc : c'est l'Occident pour la première fois réellement judéo-chrétien, c'est-à-dire gréco-hébraïque – qui domine en Israël : civilisation de la liberté, de la vérité de l'histoire et de son inscription dans la responsabilité personnelle et politique.

Le sionisme a été le rappel éclatant que nous ne sommes pas des « religions du Livre », mais du devenir et de la réalité. C'est pourquoi Israël provoquera une prise de conscience propre à ramener l'Europe et la France à leur histoire propre : le respect du sens historique c'est l'amitié pour Israël dans la mémoire de la Bible et de la Shoah. « La couronne du Saint Empire portait l'effigie de David et celle de Salomon, la politique de nos rois en France – avant Bossuet, de l'aveu même de Machiavel – était “tirée de l'écriture sainte”, et les nations, jusque dans l'hérésie jacobine et révolutionnaire, imitaient un dialogue immortel entre la naissance et l'obéissance au Dieu d'Abraham, d'Isaac et de Jacob » (Pierre Boutang, *La Nation Française*, 1^{er} juin 1967).

Le rapport à l'origine de l'Europe a beau ne pas à être inscrit dans les constitutions, c'est le rapport avec Israël et avec l'origine qui doit déterminer les grands choix politiques en fonction des sensibilités nationales. Ceci posé, le monde musulman ne peut que se réformer à son tour ou se raidir.

La vocation de la France

On a trop parlé d'identité et pas assez de *vocation* (plus organique et douée de perspective)...

« France, fille aînée de l'Église, qu'as-tu fait de ton baptême ? » (Jean Paul II). Si la vocation de la France a quelque chose à voir avec la liberté... La Révolution française en voulant « tout refuser aux Juifs comme nation, et accorder tout aux Juifs comme individus » (Clermont-Tonnerre, 1789) avait placé « le Juif dans un exil solitaire, et non plus collectif, remettant en cause le processus historique même du peuple juif et ses fondements religieux », écrit Michaël Bar-Zvi. Le sionisme et la création d'Israël ont donc corrigé les ambiguïtés meurtrières de l'émancipation.

Comme l'assimilation a conduit au piège d'un nouvel antisémitisme, les Lumières représentent aussi pour la France l'échec du modèle révolutionnaire dans la vulgarisation d'une mémoire tronquée. La liberté a besoin des limites que représentent la réalité concrète d'un héritage avec son territoire, et c'est la « naissance », avec ses circonstances précises, qui fonde l'appartenance à la nation.

Vieille tradition française, 1789 était un événement d'Ancien régime selon Péguy. « Le roi est souverain dans son royaume », c'était le début de la liberté, la limite posée par les rois de France aux pouvoirs de l'empereur ou du pape. Dès le début il y eut dans le christianisme distinction du religieux et du politique, comme cela existait entre le prophète et le roi dans l'ancien Israël, mais surtout en raison de ces mots de l'Évangile : « Rendez-donc à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu » (Mt, 22, 21).

Avec le sionisme les Juifs eurent davantage la liberté de quitter la France : cela pourrait être un inconvénient, mais ceux qui restent ou qui reviennent témoignent d'un attachement fort à ce pays où presque seul en Europe ils subsistent. Israël par définition (à cause de sa singularité même) a nécessairement besoin d'alliés et la France est aussi en position de représenter la liberté à l'égard des pays arabomusulmans et de leurs populations. Voilà une tâche commune aux deux pays, qui est comme la mission assignée pour « une catholicité supérieure ».

Il y a dans la perspective de cette alliance politique une réalisation respectueuse des convictions juives et chrétiennes : la liberté des fils d'Israël et l'unité... La liberté laissée de ne pas croire, l'élévation d'un peuple à la liberté est en effet au

cœur du mystère chrétien d'Israël et ce que la Croix peut révéler de la patience (de l'endurance) de Dieu. « La volonté de Dieu se réalise-t-elle dans l'histoire ? » – se demandait Theodor Haecker dans les années trente, avant Emil Fackenheim. « Il est le Seigneur de l'histoire. Il veut que la créature rationnelle soit libre, et elle l'est. »

Sans cette « mesure » de la politique dont nous avons parlé, les hommes peuvent facilement être transformés en rouages pour la guerre ou l'argent. *La France contre les robots*, écrivait Bernanos, ce sont les mêmes défis qu'affronte Israël : les supranationalismes, leur tentation totalitaire ou bureaucratique, les masses et la puissance de l'idéologie contre l'autonomie du politique et d'un style de vie et de gouvernement, les intimidations de la démographie et de l'argent... Comme il est écrit dans le Deutéronome : « Aime l'émigré » ; ce n'est pas impossible « parce que vous avez été émigrés » c'est l'expérience de l'ancien et du nouvel Israël, ça peut être l'idéal de la France à condition d'être une nation : « Je veux que vous fassiez un État dans lequel les étrangers se sentent bien » (Herzl).

« La création de l'État d'Israël fut la seule rançon, la seule création positive répondant à l'horreur infinie de la seconde guerre mondiale. Cette guerre finalement "victorieuse", libérant quelques-unes des nations opprimées, consacrant ou renouvelant la servitude de beaucoup d'autres, n'a symboliquement et directement produit que cette liberté-là. » (Pierre Boutang, *La Nation Française* du 1^{er} juin 67)

Si la vocation de la France a quelque chose à voir avec la raison (Descartes, Voltaire ou Pascal...)

La construction sioniste permet de recentrer le rapport à la foi. On ne peut pas faire que ce qui a été une fois réellement n'ait jamais eu lieu : on ne peut pas détruire le passé ni l'origine, lesquels subsistent dans l'histoire sous la forme de la mémoire des peuples. Conversions amnésiantes suscitant des troupeaux de rhinocéros explosifs ou négationismes antibibliques ne sont pas rationnels. Il faut défendre notre conception de la connaissance et de l'histoire née peut-être de *ce regard juif posé sur notre foi, jamais dupe de nos impostures*, mais que nous devons porter fièrement car il est celui même de notre origine contenant les défis et les noblesses de toute modernité.

Les deux hypothèses indestructibles de l'histoire : la promesse faite à Abraham et à sa race à jamais ; la prétention de l'Évangile de l'avoir réalisée. Ces hypothèses, devraient être enseignées comme un fait historique, que la raison a le devoir de questionner, mais qu'elle ne peut annihiler sans se nier elle-même. L'épopée moderne d'Israël en a fait rejaillir l'actualité. Ainsi Jeanne d'Arc, Thérèse de

Lisieux ou Marthe Robin, ne sont pas des « mystiques » françaises : ce sont des jeunes filles dont l'élan exalte une prise en compte ultra précise de la réalité, trop douloureuse pour être négligée – des jeunes filles juives... Jeanne d'Arc c'est le contraire de la « Révolution nationale » sous la botte de l'ennemi. Il faut reconquérir d'abord : c'est cela qui fonde la sainteté. Ces Antigone brûlent comme Judith ou Esther de l'amour de leur peuple à cause de sa mission. La tyrannie n'est pas « réaliste » mais cruellement utopique : elle dilapide. Thérèse de Lisieux, plus jeune « docteur de l'Église » et français appartient au seul ordre, le Carmel, qui prétend se rattacher directement à la terre et à l'histoire d'Israël : « En chantant je mourrai sur le champ de bataille, les armes à la main ».

Si la vocation de la France a quelque chose à voir avec la « nouveauté ».

Le modèle de cette jeune fille juive de France, ce n'est pas un hasard, c'est Marie : la France, terre mariale d'apparitions sans lesquelles la foi catholique serait déjà éteinte. Il y a la consécration de la France à la Vierge par Louis XIII pour célébrer la naissance de son fils... Les larmes et les avertissements historiques de la Salette... Il y a le rôle de la femme aujourd'hui conduit par toute l'histoire du christianisme en France : le ressort décisif face aux violences modernes contre l'enfance et aux ambiguïtés de l'islam. C'est bien une sorte de nouveauté puisque c'est le dernier Concile qui a le plus insisté sur le rôle théologique de Marie en la nommant d'ailleurs « fille de Sion ». « Il a aimé la jeune fille Israël d'un amour indestructible et éternel » (Osée). Par Marie la femme est devenue le symbole de l'histoire d'amour avec la création. Ratzinger écrit : « Exclure la femme de l'ensemble de la théologie signifie nier la Création et l'Élection (l'histoire du salut) et ainsi abolir la Révélation ». Noël veut dire nativité.

La cause ou la vocation de la France c'est peut-être de prendre au sérieux le lien du sang, de la terre et de l'esprit avec la jeune fille juive, Marie, servante du Seigneur pour sa nouvelle alliance : plus intime que jamais avec le peuple d'Israël – « J'ai été envoyée d'abord aux brebis perdues de la maison d'Israël » – et qui pénètre jusqu'au secret de la création célébrée comme lieu unique d'un interminable rendez-vous.

Le Puissant fit pour moi des merveilles ;
Saint est son nom !

...

Déployant la force de son bras
il disperse les superbes.

Il renverse les puissants de leurs trônes,
il élève les humbles.

Il comble de biens les affamés,
renvoie les riches les mains vides.
Il relève Israël, son serviteur,
il se souvient de son amour,
de la promesse faite à nos pères,
en faveur d'Abraham et de sa race à jamais
(Le Cantique de Marie, Évangile selon Luc)

Se souvenir de son origine chrétienne, la France ne peut le faire aujourd'hui *que* de manière géopolitique en optant pour une nouvelle alliance avec Israël qui réordonnerait toute sa conception de la souveraineté, de l'État et de la démocratie – la France est la plus proche des Juifs en Europe et elle est en mesure et en devoir de se faire entendre des peuples arabo-musulmans sur le sujet de la raison et de la liberté, sans se soumettre à leur vision tronquée de l'histoire. Elle devrait se porter au devant d'Israël, comme avant 1967, alors que l'inverse s'est produit. (Les liens avec Israël institués à cette occasion n'ont pourtant pas empêché les Etats-Unis d'avoir une politique arabe, au contraire).

L'histoire des religions peut se résumer à une empoignade à propos *de l'honneur d'une jeune fille juive* (synthèse de la liberté et de la raison). Paradoxe, ce sont les chrétiens, et même les catholiques, qui l'ont seuls défendu car en réalité *l'Église tout entière et sa foi reposent sur le secret de Marie*. Jésus aurait bien pu être un illuminé, comme Sabbataï Zvi, mais Marie lui a survécu et savait ce qu'elle seule pouvait savoir : contrairement à ce qu'a curieusement prétendu Freud, Marie, fille d'Israël savait comment se font les enfants : « Voilà tu vas concevoir et enfanter un fils » lui dit l'ange Gabriel (Lc, I, 31). « Comment ce sera-t-il, puisque je ne connais pas d'homme ? » Car il est évident que si l'Église, la foi et la rédemption (ce qui n'est pas pour nous Juifs ou chrétiens d'Europe un vain mot aujourd'hui) sont fondées sur la parole d'une femme sur son petit enfant, cela doit toucher au cœur du destin français. Comment ? En retrouvant ce lien à la fois spirituel et charnel, par Marie, de la France avec Israël. C'est déjà peut-être ce qui est en train de se passer : « Marie est en personne la vraie Sion vers qui se sont orientées les espérances au milieu de toutes les dévastations de l'histoire. Elle *est* le véritable Israël, en qui ancienne et nouvelle Alliance, Israël et l'Église, sont un sans séparation. » (Ratzinger, op. cit. p. 57)

Voilà donc pourquoi nous voyons dans « le sionisme une espérance pour le monde » : c'est pour les mêmes raisons que vous. La France « juive », grâce à l'Église, comme cette jeune fille – un si beau mot...